

Frontière, Nation, Déportation

[Entretien avec une *Street Medic* présente lors de l'expulsion de la jungle de Calais.]

Ce qui est appelé « la jungle de Calais » est le campement de La Lande, en périphérie de la ville, aux abords du port de Calais et de l'entrée du tunnel sous la Manche. Le campement est situé entre la mer, non loin au nord ; à l'est, une forêt ; et à l'ouest, une zone industrielle classée pour sa toxicité, de l'autre côté de l'autoroute, laquelle est protégée par des grillages, des patrouilles, des caméras de vidéosurveillance, et un énorme mur encore en construction, financé par le Royaume-Uni et construit par la société Vinci.

*La **jungle**, camp auto-construit, s'est formée progressivement après la fermeture du camp de Sangatte en 2002. Depuis 2014 il y a aussi le **centre Jules Ferry**, au nord de la jungle, qui héberge les femmes et mineur.e.s isolé.e.s. Il est géré par les associations Salam et La Vie Active. Cette dernière association a aussi en charge le **Centre d'Accueil Provisoire (CAP)**, mis en place en 2015 : il s'agit d'un ensemble de containers superposés, accolé au campement, avec grillage et contrôle des entrées par reconnaissance biométrique.*

*Quelques jours avant les expulsions, l'État a réquisitionné un grand hangar dans la zone industrielle, vite nommé « **sas** » : c'est là que s'est effectué le tri parmi les migrant.e.s. On sait peu de choses sur ce qu'il s'est passé dans le hangar ; à la sortie les exilé.e.s étaient aussitôt poussé.e.s dans les bus qui, une fois remplis, les emmenaient vers les CAO.*

*Les **Centres d'Accueil et d'Orientation (CAO)** existent depuis octobre 2015. Ils sont répartis un peu partout en France à l'exception de l'Île de France et de la Corse. Leur gestion est déléguée par l'État à des associations locales ou non ; ils ont vocation à favoriser les démarches administratives des migrant.e.s, et à leur fournir un hébergement minimal pendant trois mois. Un grand nombre de nouveaux CAO ont été ouverts la semaine même des expulsions ; aucune liste n'ayant été diffusée par l'État, il est difficile de savoir avec précision combien il y en a (l'État parle de 450 centres), et surtout où ils sont situés. L'État s'est engagé – verbalement – à ce que les migrant.e.s répartis dans les CAO ne soient ni expulsé.e.s, ni envoyé.e.s en Centre de Rétention Administrative (CRA), ni « Dubliné.e.s » (c'est-à-dire renvoyé.e.s, selon la Convention de Dublin, vers le premier pays européen où ils ont été enregistré.e.s).*

Le 24 octobre, au matin, les opérations de « nettoyage » et de « mise à l'abri » des migrant.e.s, pour reprendre les termes de l'État, ont débuté. Des camarades « street medics » se sont rendus sur place durant cette semaine. Voici un entretien réalisé, à son retour, avec l'une d'entre elles.

Et si tu commençais par nous parler de ce que vous êtes allés faire à Calais ?

On est venus avec du matos en pensant que les expulsions n'allaient pas se faire sans brutalité, on est venus pour porter une solidarité concrète avec ce qu'on sait faire en premiers secours. On a su que les associations qui faisaient des soins jusque là allaient fermer leurs espaces de soin et partir du camp. On est aussi venus pour témoigner de ce qui allait se passer, d'autant qu'il n'y avait très peu de non-accrédité.e.s. dans le camp. En tout on a passé trois jours et demi à l'intérieur.

Et donc, qu'est ce que vous avez pratiqué comme type de soins ?

Beaucoup de gens sont venus pour des soins du quotidien : blessures anciennes, plaies mal

soignées, douleurs intestinales ou gastriques, maux de dents... Le lundi matin quelqu'un est passé qui avait reçu une grenade lacrymogène sur le crâne la veille au soir. Il y avait aussi des plaies liées à des chutes, peut-être à des tentatives de passage du mur, etc. Proposer notre aide pour des soins, c'est pour nous une manière de rencontrer des gens, de capter un peu leur lecture des choses.

Vous arrivez le week-end juste avant l'expulsion. Qu'est ce qui se passe alors, comment est l'ambiance dans le camp ?

Le week-end, c'est le départ des assos officielles du camp, notamment des assos qui assuraient des soins médicaux de première urgence ou du quotidien. Elles savent a priori depuis vendredi qu'elles doivent quitter la jungle. Certaines arrêtent leurs activités.

Il leur faut sortir du campement, et ensuite demander des accréditations individuelles pour rentrer à nouveau, en déposant des listes nominatives de certaines personnes. **La préfecture se donne les moyens du contrôle des présences dans la jungle et donc de choisir les témoins de l'opération.**

Certaines assos acceptent de jouer ce jeu, certaines refusent, certaines donnent des listes et sont refusées (par exemple Human Right Watch ou Emmaüs). À l'intérieur du camp on pourra voir, par la suite, au moins Care 4 Calais, La Vie Active, le Secours Catholique, etc. **Les assos qui restent sont celles qui gèrent l'expulsion de la jungle avec les agents de l'État.**

Sachant que l'accès au camp doit être limité par un arrêté préfectoral et par le dispositif policier qui boucle les lieux, nous rentrons tant qu'il est encore possible de le faire sans accréditation, sans risquer trop de contrôles. Une fois dans le camp on a essayé de voir ce qui était possible pour installer un poste de soin, et de voir si on pourrait rester quelques jours.

Le dimanche, il y a encore énormément de gens à y vivre, une activité importante. Les commerces sont ouverts, tout tourne. Les migrants peuvent entrer et sortir.

Et à Calais, dans la ville ?

Le dimanche, dans Calais, le dispositif policier est très important. Il y a une présence massive, des patrouilles... Il semble qu'il ne s'agisse que d'une « simple » présence, qu'il n'y ait pas de contrôles ou d'arrestations ; en tout cas nous n'en sommes pas témoins.

Donc c'est à partir de quand qu'on ne peut plus rentrer dans la zone ?

Dimanche soir tombe un arrêté préfectoral qui sera valable à partir du lundi 24, qui régleme l'accès à la jungle : l'accès est interdit à toute personne qui n'aurait pas une accréditation de l'État, définie par des listes nominatives. Entrer dans le camp sans cette accréditation est passible de 7 500 euros d'amende et de 6 mois de prison. Ce qui est intéressant c'est la justification : l'arrêté s'appuie bien sûr sur l'état d'urgence en cours, le danger représenté par « les No Borders » et leurs soi-disant « vellétés d'incitation à la rébellion », et le risque d'ouverture de squats.

J'y vois la tentative de contrôle des informations sur cette opération de démantèlement, comme ils l'appellent, et un outil pour garder à distance des formes de solidarités que l'État ne souhaite pas voir exister entre des militant.e.s et des exilé.e.s.

La conséquence c'est que, forcément, à partir de lundi, le dispositif policier est en place autour du camp et de la zone du hangar de tri, et qu'il y a des contrôles pour les entrées et les sorties. Il faut les esquiver.

Et les gens, ils avaient été informés de ce qui allait se passer ? Ils étaient prêts ?

Ce qui nous a frappé c'est à quel point les exilé.e.s venaient nous poser des questions sur la situation : « Est-ce qu'on va pouvoir aller voir ce qu'il se passe dans le hangar et revenir ? C'est quoi les CAO ? » On essaie de leur expliquer, avec les minces infos qu'on a ; on les met en garde, on leur dit ce qu'on sait et ce qui reste incertain. Ce qui se profile nous paraît peu lisible pour eux, ça se résume à : « Jungle is finished ». On constate que, vu ce qu'ils savent, **ils n'ont pas de possibilité de choix réel (d'aller en CAO ou pas) en connaissance de cause, qu'ils en sont totalement dépossédés.** Ils le feront, pour certains, sous la pression, parce qu'ils savent que le camp va être détruit, c'est à dire tout simplement à cause de la disparition programmée de leur espace de vie ; pour d'autres, parce qu'ils se disent qu'il vont pouvoir avoir un espace confortable pour faire des démarches en France : certains en ont marre d'être bloqués à la frontière, deviennent dingues à vivre dans le camp depuis des mois.

En un mot ils sont perdus. Et le lundi ce sera pareil...

Revenons rapidement sur le rôle des assos. Moi, j'ai lu dans la presse que les assos faisaient un travail d'information auprès des exilé.e.s, mais en fait ce n'est pas le cas ? Tu dis que la plupart des assos ont dû quitter la zone, est-ce que c'est pour ça que personne n'est au courant de ce qui se passe ?

L'association La Vie Active qui a obtenu un contrat avec l'État pour devenir gestionnaire du centre d'accueil Jules Ferry et du CAP a participé activement à la gestion des migrant.e.s en préparation de « l'expulsion-destruction » de la jungle. Ils y ont pris part également en accompagnant dans les bus la déportation des migrant.e.s. Le rôle dévolu aux assos « caritatives » c'est la cogestion, c'est de **présenter la montée dans les bus comme la seule issue.** Je le dis parce que j'ai eu des interactions avec certains de leur membres. Les exilés qui refusent ou sont inquiets, c'est à dire ceux qui questionnent un peu au-delà de ce qu'on leur a présenté, sont considérés comme des « récalcitrants ». Ce que présente l'État serait largement suffisant. C'est comme si « on » « leur » faisait un cadeau et que « ces gens » le dédaignaient...

Une femme de Médecins Sans Frontières m'a dit, à propos d'une personne qui demandait des informations : « Mais oui, il a été mis au courant, on lui a tout expliqué, il a tout compris », alors que s'il venait vers moi c'est justement parce qu'il était dans un flou général. Les infos qu'il avaient eues ne suffisaient pas à le déterminer.

Le sentiment que ça m'a renvoyé c'est que les exilé.e.s devaient se monter redevables : on leur faisait une proposition à ces « chiens de la casse », comme si c'était un honneur. S'ils posent encore des questions c'est comme s'ils rechignaient. Ils devraient avoir confiance entièrement. La méfiance est immédiatement assimilée à de l'ingratitude. Il y a une **négation complète de leur capacité d'autodétermination**, de choix sur leur vie.

Raconte-nous comment ça se passe, concrètement, l'expulsion ?

Le lundi, avant l'aube, démarre l'opération d'expulsion de la jungle. Tout commence avec la gestion du départ des gens qui étaient dans le centre CAP (Centre d'Accueil Provisoire) : les gens sont poussés dans des files compactes, parfois avec brutalité, par des « agents oranges » (des gens habillés en orange : sécurité privée, assos, flics ?).

À l'évacuation du CAP, les gens sortent avec leurs affaires et sont « guidés » vers le hangar « sas ».

Par la suite le CAP est prévu, dans le discours officiel, pour l'accueil des mineurs isolés. On y reviendra.

Vers 8 h du matin on assiste au déferlement des journalistes sur la zone. Dans le cadre de l'orchestration de « l'opération réussie » il y a 850 journalistes accrédités, qui pour beaucoup n'ont aucune idée en débarquant sur la jungle de ce qu'est ce camp, de ses habitants... Une zone d'accueil est prévue pour eux. Il semble qu'ils aient des horaires d'accès autorisés à la zone. Au départ, je pense, ils étaient cantonnés, ils n'étaient pas censés entrer dans la jungle, mais rester dans la zone entre le hangar « sas » et la sortie du camp.

Tout est fait pour montrer une opération qui fonctionne parfaitement...

La masse des journalistes est présente pour braquer leurs projecteurs sur un certain moment de l'opération, lorsque tout « se passe dans le calme », que les gens « vont dans le hangar dans le calme », etc. Les journalistes diffusent à l'unisson des paroles pleines de gratitude : « Merci pour l'accueil en CAO, c'est super... »

De fait, les premières personnes interviewées sont les premières personnes évacuées, les gens qui étaient dans le CAP (qui seront donc les premiers à « bénéficier » des bus). Ces gens avaient déjà commencé des démarches administratives. Leur parole est donc un peu particulière : ils sont déjà pris en charge par l'État. C'est la seule parole qui va être relayée.

D'ailleurs c'est étrange que le démantèlement de la jungle commence par l'évacuation de ce qui n'est pas la jungle, mais un centre de l'État. Alors que l'argument humanitaire de cette opération c'est justement les « conditions de vie indécentes ».

Par la suite, les journalistes vont se diriger vers l'intérieur de la jungle et commencer à se poser des questions mais ce qui est diffusé en premier c'est l'image d'une « opération réussie » et c'est ce qui compte.

La matinée se déroule donc « dans le calme », la machine administrative, bien huilée, fonctionne à merveille, sans bruit et sans heurt, devant les journalistes, pendant quelques heures...

Dès l'après midi, nous, on va voir revenir dans le camp des gens refoulés du hangar de tri. On leur a dit de revenir le lendemain. Ils ont donc été triés, sélectionnés, et « on » a jugé qu'ils n'étaient pas prioritaires pour monter dans les cars... Mais sur quels critères ?

Les gens, au hangar « sas », sont triés et rangés en quatre files : mineurs, hommes seuls, familles, « vulnérables ». Selon leur catégorie, les exilé.e.s sont équipé.e.s de bracelets de couleur en plastique.

Mais qu'est ce que c'est que ce tri ? Comment est-il fait ?

Le tri des « mineurs » est effectué par des flics dans le hangar. Ce tri est simplement effectué au faciès. **Cette détermination de l'accès à des droits d'après une identité ou une appartenance à une catégorie est donc effectuée par les forces de l'ordre en toute partialité, et la légalité, n'en parlons pas.**

Après ça, des associatifs, estimant que c'est n'importe quoi, déposent des recours : le recours consiste en un entretien de 5 minutes avec des membres de France Terre d'Asile et des services de l'immigration britannique ! Sur les 15 recours effectués, 12 personnes ont obtenu le statut de mineur, ce qui en dit long sur les critères du contrôle au faciès : le nombre de « mineurs » doit être le plus faible possible. Concrètement des mineurs ont été considérés comme majeurs et donc ça va limiter les démarches de placement ou de rapprochement familial qu'ils pourront demander.

En tout cas on voit de quoi est fait le vernis humanitaire : ce qui compte, ce n'est pas de « protéger » les mineurs ou de leur octroyer un statut plus favorable, ce qui compte, c'est de disposer d'une catégorie « mineurs » dont on pourra faire un usage politique et médiatique ; et si possible il faut qu'il n'y ait pas trop de gens. La catégorie « mineur » est plus une contrariété à gérer pour l'État...

Donc il y a ces recours... Est-ce qu'il y a d'autres réactions ?

Il y a une première manif le lundi après-midi. Elle part de la jungle, compte environ 200 personnes et sort pour aller jusqu'au hangar de tri. Il semble que ce soit une manif d'une communauté oromo¹, originaire d'Éthiopie. Ils crient des slogans multiples : « We want freedom », « Stop the killing », « No borders ». Cette manif se fait en solidarité aux mineurs isolés de leur communauté qui n'ont pas de famille au Royaume-Uni, ils demandent un traitement collectif.

Dès le premier jour certains groupes ont des réactions politiques et collectives. Dans la jungle, malgré ce qu'on voudrait nous en faire voir, les gens ne sont pas complètement démunis, ils trouvent des capacités d'organisation collective pour porter un discours sur leur volonté. **Ces manifs sont une traduction en actes, qu'on ne peut pas taire, de ce que l'existence dans la jungle a pu permettre en matière d'organisation politique.**

La parole des personnes en exil est tout le temps filtrée, ou occultée, par les médias, par les assos, ou plaquée par les agents d'État, qui la limitent à « ces gens vivent dans des conditions indécentes ». Des manifs, rien n'est dit ! Or, de là où nous étions, on a pu observer qu'il y avait de vraies paroles politiques, qui doivent être entendues.

Je pense que c'est parce qu'ils sont nombreux à vivre là et à s'organiser : la jungle constitue un point de rassemblement et de regroupement de gens qui connaissent un sort commun, et qui peuvent trouver là-dedans de la force tant bien que mal, et sortir de l'atomisation dans laquelle on (l'État et les humanistes) voudrait les cantonner, en les éclatant dans les CAO, etc.

Malgré l'emprise des assos, et malgré les difficultés des conditions d'existence dans la jungle, les exilé.e.s trouvent des ressources pour exister politiquement. Dans la jungle des amitiés se créent, il y a des solidarités qui existent (par exemple, la transmission d'expériences de passage de la frontière), de même qu'il y a une économie qui existe.

L'État, quand il a créé le centre Jules Ferry, quand il a viré les gens des camps dans Calais et des squats en ville, il ne s'attendait certainement pas à voir la jungle se former. Et là, ce qu'il veut « niquer », c'est le bidonville qu'il a lui-même en quelque sorte provoqué à créer... **On peut se figurer que l'État, en démantelant la jungle de Calais, veut mettre fin à ce que sa propre politique d'expulsions a provoqué, c'est-à-dire l'existence de possibilités**

¹ Les Oromos sont un peuple d'Éthiopie. Les expropriations et les injustices « ethniques » ont amené les Oromos à se soulever, particulièrement depuis l'hiver 2015. La répression est la plus brutale, les morts se comptent par centaines et les déplacés par dizaines de milliers.

d'organisation pour les migrants.

L'opération de démantèlement aurait officiellement pour but de donner des conditions matérielles d'existence plus « décentes » aux gens, mais ce qui est certain c'est que le démantèlement provoque l'éclatement des possibilités des formes d'auto-organisation qui existaient dans la jungle. Ça tend à vouloir juguler cette auto-organisation et à maintenir les gens dans des formes d'isolement, pour avoir une plus grosse emprise sur eux, un degré de gestion plus poussé, un contrôle qui va plus loin.

Dans les manifs qu'on a observées, la parole, les revendications qui ressortent, c'est la volonté d'avoir des « solutions » collectives, une issue collective, que ce soit la manif des Oromos, qui demandait un traitement collectif pour les mineurs de leur communauté, ou les manifs de femmes, qui ont eu lieu à deux reprises, et qui demandaient de la même manière une solution collective, pour elles et pour les enfants avec qui elles vivent.

Tu peux en dire un peu plus sur les manifs de femmes, sur la situation spécifique des femmes ?

Les manifs des meufs rassemblent en gros 50 à 60 personnes à chaque fois. Elles réclament un passage collectif vers l'Angleterre, elles ont des pancartes : « UK help us », « We want to go to UK faster ». Il y a 350 femmes à vivre dans le centre Jules Ferry. **Elles n'ont pas eu de place dans les bus, ou elles n'en veulent pas parce que ce qu'elles veulent c'est une solution collective.** Elles n'ont pas d'infos sur ce qu'elles vont devenir, si le centre va être maintenu ou pas. Elles n'ont pas été tenues au courant du tout de ce qui allait leur arriver. Y a-t-il même une solution proposée par l'État ? En plus de ça, les associatifs qui gèrent le truc les mettent en garde sur la sortie du camp, en gros : « Ne sortez pas du camp parce que c'est risqué pour vous... » Ils les dissuadent en bons paternalistes humanitaires : **le paternalisme c'est une logique globale de l'humanisme mais qui s'applique de manière plus crue sur ces femmes parce qu'elles sont femmes.** Ça me dégoûte !

Le vendredi soir il n'y avait toujours pas de solution, elles étaient toujours là, elles se demandaient si elles allaient faire une autre manif le samedi mais attendaient le soir pour pouvoir se réunir et décider, depuis, je ne sais pas.

Personne ne fait écho à leur parole, et a priori il n'y a pas d'interlocuteur avec des agents de l'État qui pourraient leur proposer des trucs... **Dans l'orchestration du folklore de l'opération réussie, la question des femmes est passée sous silence. Voilà.**

Reprenons un peu le fil chronologique des événements. La journée de lundi se passe, les bus partent... que se passe-t-il ensuite ?

Dès le lundi après-midi les premières cabanes sont démontées à la main, « pour ne pas attiser les tensions »... On voit une mise en scène du début du démantèlement effectif des cabanes qui sont autour du CAP. Des employés de Sogéa (Vinci) démontent trois-quatre cabanes à la main sous les flashes des journalistes. C'est une mascarade pour marquer que « l'opération » avance.

Lundi soir, il y a les premiers départs de feu. Des gens quittent le camp d'une manière ou d'une autre, en bus ou pas, et détruisent leur habitation en partant. Ça change un peu l'ambiance, mais il y a des gens qui continuent à faire la fête en faisant des feux, qui brûlent des palettes dans des brouettes, qui écoutent de la musique, etc. Certaines échoppes qui avaient fermé rouvrent. Tout le monde ne ferme pas, certains restos vont rester ouverts

jusqu'à mardi soir. Je crois que beaucoup attendent de voir pour se décider.

Le mardi, il y a à nouveau des gens qui se font refouler des bus et qui retournent dans la jungle. Beaucoup de monde se dirige vers le hangar. Il y a un gros traitement d'identification et de fichage des gens, mais derrière il semble qu'il n'y ait pas en réalité de places suffisantes disponibles dans les CAO... Les chiffres du nombre de places disponibles en CAO n'ont pas cessé de varier au fil des annonces.

Le mardi matin, ils veulent faire entrer les mineurs dans le CAP, c'est le bordel, ils sont obligés d'annoncer que ça va prendre plus de temps que prévu... Dans l'après midi les départs de feux se multiplient, gérés par les gens à l'intérieur, et à la marge par les pompiers officiels. Mardi soir, il y a toujours un bon nombre de gens dans le camp.

En fin de journée tout l'éclairage public du camp est éteint. Ça change l'ambiance, il y a beaucoup moins de vie dans la rue. J'ai l'impression qu'il y a pas mal de départs dans la nuit : les gens prennent la route en petits groupes ou seuls, pour trouver un autre lieu où s'installer...

Pourquoi ?

Je pense que mardi soir les gens ont eu plus de retours sur comment fonctionnaient les bus ; là ils se décident, ils se disent : « Je prends pas le bus, je me casse ». Dans la soirée, un type me dit dans une échoppe : « La jungle c'est fini, mais moi je reste, je veux aller en Angleterre. »

Le soir il y avait quelques feux, mais après, dans la nuit, c'est des feux immenses plus du tout maîtrisés, qui détruisent des quartiers entiers de la jungle, en plusieurs endroits en même temps. Vers deux heures du matin il y a plusieurs grosses explosions de bouteilles de gaz, dues au fait que le feu n'est plus maîtrisé, contrairement aux heures précédentes où il l'était par les exilés eux-mêmes.

Les flics prennent position pour empêcher la sortie aux deux entrées principales durant cette nuit-là. À l'entrée nord ils arrosent de lacrymos. Les deux grosses zones de feu sont en périphérie, elles sont aux entrées du camp. Elles pourraient être contenues. Il n'y a pas de volonté d'éteindre ces feux, car ça accélère la destruction du camp. Ça économise le travail de destruction des habitats de la jungle. Je comprends là que la logique de l'opération n'inclut pas de pas maîtriser les feux, les pompiers justifient leur non-intervention par des soi-disant cas d'agressions.

Quand on voit l'étendue des incendies, le fait que les pompiers se retranchent derrière des fausses excuses pour ne pas les éteindre, et le fait que les flics empêchent les gens de quitter la zone de feux, où leur vie est mise en danger, on comprend mieux ce que « humanitaire » veut dire.

Oui, ils ont diffusé largement des photos des incendies...

La préfète a servi un discours super-cynique sur les incendies : on entendait au choix qu'il s'agissait de « traditions afghanes bien connues », ou bien le résultat d'intentions criminelles de la part des militants d'ultra-gauche... À aucun moment elle n'a donné la mesure du danger que ça a constitué pour les gens vivant dans le camp... De notre côté dans la nuit on s'attendait à trouver des morts ou des blessés graves.

Comment c'est le mercredi matin ?

On apprend de la bouche même d'agents de l'État qui discutaient entre eux que des mineurs ont dormi sous le pont en direction du hangar alors qu'il y avait des places disponibles dans le CAP, et qu'ils auraient pu aussi trouver des places dans des cabanes encore sur pied. Cet élément me fait dire que ça ne gêne certainement pas les autorités de laisser des mineurs dormir dans le froid et la brume, dès lors que ce n'est plus sous le regard et les flashes des journalistes. Ça montre bien que les mineurs, ils en ont rien à foutre, ils veulent juste qu'ils dégagent.

Il reste encore du monde ?

La préfète annonce qu'il n'y a « plus personne dans la jungle ». C'est faux, il reste d'après moi quelques centaines de personnes. Ça veut dire : « Circulez il n'y a plus rien à voir. » C'est le moment de l'entrée massive des flics dans le camp. Il y a toujours des feux qui continuent d'apparaître dans des zones encore épargnées jusque là.

On entend des flics dire qu'ils sont là pour faire des arrestations. **Si les flics rentrent, c'est pour chasser les dernières personnes qui restent dans le camp.** Ils interpellent quatre afghans qui vont être accusés des incendies. La forte pression à l'intérieur du camp et le fait de savoir que des flics sont chargés d'opérer des interpellations nous poussent à sortir de la zone. On décide de décrocher parce qu'on est encerclés par le feu et par les keufs, dans le quartier des rues commerçantes.

A priori il n'y a plus de bus qui partent à partir de midi. Les bulldozers arrivent.

Ces trois jours sont passés à une vitesse folle mais ils ont été assez denses pour qu'on se rende compte de la réalité de l'opération, de son caractère réel d'opération de déportation, et de ce que cache le discours de la République.

La préfète dit qu'il n'y a plus personne dans la jungle, mais on oublie de nous parler du traitement qui va être fait des jeunes dans le CAP, et des personnes dites « vulnérables » qui vivent dans le centre Jules Ferry.

Et donc vous vous repliez dans Calais ? C'est comment, Calais, à ce moment-là ?

À Calais, le dispositif policier se met en place dans toute son envergure mercredi après-midi. Avant il y avait beaucoup de présence mais là ils font autre chose que des patrouilles. Pour dire autrement, dimanche, il y avait « beaucoup de flics » à Calais ; **mercredi c'est une totale militarisation de la ville et de ses alentours.** C'est une camionnette qui passe toutes les deux minutes, il y a des flics partout, à chaque coin de rue : police gendarmerie, PAF... Il y a des patrouilles, des keufs en stationnement, dans la gare, sur les places, aux coins des rues, devant les magasins, dans les parcs. Les contrôles se font au faciès : on contrôle tous les non-blancs. C'est deux camionnettes pour contrôler une personne. Il y a un dispositif anti-squat : des flics sont spécialement dévolus à éviter la réinstallation de migrant.e.s dans la ville et le Pas-de-Calais.

La répression des « récalcitrants au départ » se déchaîne sous la forme d'une chasse à l'homme dans le Calaisis.

Dès la nuit de mercredi à jeudi, on a connaissance de 20 à 30 interpellations. Dès jeudi, on sait que des gens arrivent aux Centres de Rétention Administrative (CRA) de Coquelles et Vincennes. On apprend que quatre personnes, envoyées au CAO de Montbéliard, ont été « Dublinées » en Italie. La répression a aussi lieu sur les militants : il y a des interpellations

de personnes qui ont accompagné des jeunes à dormir dans une école de la jungle ; une conférence de presse d'une inter-asso se fait « nasser » avec deux interpellations de « no borders ». Enfin vendredi on sait que 50 personnes au moins ont été envoyées aux CRA de Coquelles, Metz et Vincennes.

Jeudi les restes de la jungle finissent de brûler.

Des enfants se font couper les bracelets qui les identifient comme tels, par des flics, lors de contrôles. On a vu des mineurs harcelés et pourchassés par des keufs, qui se prenaient des coups de matraques par des flics en voiture alors qu'ils étaient en vélo... On a entendu parler d'un tabassage collectif des jeunes dans le hangar. On a observé une grosse présence de fachos autour des ruines du camp, jeudi soir et vendredi.

Ce qui se passe à partir de mercredi midi ne se targue même plus d'être de l'humanitaire, puisque tout les « bon migrants » auraient pris les bus, les autres n'ont qu'à bien se tenir. L'opération réalise dans le même mouvement un traitement administratif et policier : la gestion et le fichage des gens ont lieu en même temps que le « nettoyage du Calais ». **C'est une déportation de population à grande échelle.** Il s'agit de casser les solidarités et les regroupements.

Les exilé.e.s se retrouvent à Calais parce qu'il.le.s ont la volonté de passer la frontière, la zone de passage est là et cette frontière est fermée. Aussi, à Calais, s'est constitué avec les années un tissu de solidarité ; et il se dit qu'il y a des facilités pour les demandes d'asile.

En tous cas, la frontière va continuer à exister. Le démantèlement de la jungle n'a donc aucune chance d'être « efficace », dans le sens où des gens vont toujours se heurter à cette frontière et donc être contraints d'y faire une halte plus ou moins longue...

Si l'État à toutes ces échelles veut « nettoyer » la lande de Calais, c'est selon moi d'une part pour satisfaire et renforcer la droitisation de la société, mais surtout pour briser les possibilités d'auto-organisation rendues possible par la formation de ce bidonville.

En général toute l'opération c'était : **peu d'infos, des suites inconnues, et aussi un chantage au CRA ou à la « Dublinisation ».**

Les engagements de l'État sur les CAO (même s'ils ont changés au fur et à mesure de la semaine) étaient les suivants : ni expulsion ni « Dublinisation », même à l'issue des mois dans les CAO. Mais ça c'est des promesses orales. On sait déjà que des personnes ont été renvoyées et emmenées dans des Centres de rétention, donc sous procédure d'expulsion, enfermés. À présent il faut vraiment être vigilants et s'organiser de manière décentralisée pour faire pression sur l'État pour qu'il tienne ses engagements... Les CAO c'est seulement des centres d'hébergement, des toits, les gens vont se retrouver dans l'isolement. Ce qui est sûr c'est que les CAO éloignent les gens de leur projet de passage en Angleterre. Il faut mettre en place des solidarités locales autour de ces CAO et puis prêter main forte matériellement pour aider les exilé.e.s sur la route.

3 novembre 2016